CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 14.191 du 17.07.2008
dans l'affaire X / III

En cause : X

contre :

L'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par la Ministre de la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 février 2008 par Monsieur X et Madame X, qui déclarent être de nationalité ukrainienne, agissant en leur nom propre et en qualité de représentants légaux de leur enfant mineur, X, et qui demandent l'annulation et la suspension des trois ordres de quitter le territoire pris le 7 janvier 2008.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 6 juin 2008 convoquant les parties à comparaître le 4 juillet 2008.

Entendu, en son rapport, M. C. COPPENS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me V. DOCKX loco Me J.-F. HAYEZ, avocat, qui comparait pour la partie requérante, Me A.-S. DEFFENSE loco Me E. DERRIKS, avocat, qui comparait pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRÊT SUIVANT :

1. Faits et Rétroactes de procédure

1.1. Le premier requérant, déclare être arrivé en Belgique, le 8 novembre 2000, avec un document d'identité mais sans passeport, ni visa. Le 10 novembre 2000, il a demandé l'asile. Cette procédure s'est clôturée par une décision confirmative de refus de séjour prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, le 2 décembre 2003.

Le 8 décembre 2003, un recours en suspension a été introduit contre cette décision auprès du Conseil d'Etat, lequel, ne semble pas, sur la base du dossier administratif, avoir fait l'objet d'un arrêt.

Le dossier administratif ne donne pas de précision quant à la date d'arrivée en Belgique de la deuxième requérante.

Le 22 mai 2004, celle-ci a donné naissance, à Bruxelles, à un enfant, étant le troisième requérant.

Le 7 février 2005, les requérants ont introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 auprès du Bourgmestre de la Commune de Schaerbeek. Cette procédure s'est clôturée par deux décisions d'irrecevabilité, prises par la partie défenderesse, le 26 octobre 2007 dans le chef du premier requérant, et le 29 octobre 2007, dans le chef de la deuxième requérante, notifiées toutes les deux le 7 janvier 2008.

2. Le 7 janvier 2008 (et non le 11 décembre 2007, comme mentionné erronément dans la requête introductive d'instance), le délégué du Ministre de l'Intérieur a pris à leur égard trois ordres de quitter le territoire (annexe 13).

Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées, de la même manière, comme suit:

« (...)

Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle (...) ».

2. Exposé du moyen unique d'annulation.

1. Les requérants prennent un moyen unique de la violation des articles 9, alinéa 3 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'erreur manifeste d'appréciation et du principe général de bonne administration.

Les requérants ont divisé leur moyen en deux branches.

2. Dans une première branche, les requérants soutiennent que les décisions querellées font uniquement valoir, à titre de « motif de la décision »: « Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle ».

Ils estiment que cette motivation n'est pas adéquate en fait en ce qu'elle ne justifie pas en quoi les requérants se voient enjoindre de quitter le territoire.

Ils affirment que cette motivation n'est pas non plus adéquate en droit puisqu'elle n'énonce pas en application de quelle disposition légale les ordres de quitter le territoire ont été pris, ni en exécution de quelle décision de la partie défenderesse (absence de date).

3. Dans une deuxième branche, les requérants estiment qu'en notifiant un ordre de quitter le territoire à leur enfant, âgé de trois ans et demi, la partie défenderesse n'a pas respecté le principe général de bonne administration qui s'impose à elle, dans la mesure où qu'étant mineur, leur enfant est juridiquement incapable et ne peut y donner suite.

2. Examen du moyen unique d'annulation

1. Sur la première branche, à titre liminaire, le Conseil entend rappeler que selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (cf. notamment C.E., 8 nov. 2006, n° 164.482).

Le Conseil observe que les requérants invoquent la violation de l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Le Conseil constate que les requérants restent en défaut d'expliquer en quoi cette disposition aurait été violée par les décisions attaquées.

Partant, le Conseil relève que cette disposition ne peut être considérée comme un moyen de droit et rappelle le prescrit de l'article 39/69 §1^{er} 4° de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Sur le reste du moyen, le Conseil constate que suite à ces décisions des 26 octobre 2007 et 29 octobre 2007, déclarant les demandes d'autorisation de séjour des requérants irrecevables, le délégué du Ministre de l'Intérieur a donné instruction au bourgmestre de la ville de Schaerbeek de notifier à ces derniers deux décisions d'ordre de quitter le territoire.

Ainsi, le délégué du Ministre de l'Intérieur a donné instruction au bourgmestre de la ville de Schaerbeek, de motiver l'ordre de quitter le territoire destiné à la deuxième requérante par référence à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi précitée du 15 décembre 1980: « (...) Demeure dans le Royaume sans être porteur des documents visés par l'article 2 de la loi: n'est en possession ni de son visa », et à l'article 7, alinéa 1^{er}, 2° de la loi précitée du 15 décembre 1980 pour le premier requérant: « (...) Demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé conformément à l'article 6 ou ne peut apporter la preuve que ce délai n'est pas dépassé (...). *L'intéressé n'a pas été reconnu réfugié par décision de refus de reconnaissance du Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides en date du 08/12/2003 (...)* ».

Ces deux décisions d'irrecevabilité de leur demande d'autorisation de séjour, indiquent clairement qu'un recours est ouvert contre ces dernières. Le Conseil observe également, d'une part, que la signature des deux requérants figure au bas de ces décisions, signifiant que ceux-ci en ont pris connaissance et que, d'autre part, les requérants n'ont pas introduit correctement le recours dans les 30 jours devant le Conseil du contentieux des étrangers.

Or, les ordres de quitter le territoire tels que notifiés aux requérants le 7 janvier 2008 ne comportent pas l'entièreté de la motivation des décisions du 26 octobre 2007 et 29 octobre 2007, contrairement aux instructions qui avaient été données et soutiennent: « (...) les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle ».

A cet égard, il a déjà été jugé à maintes reprises que « la circonstance que l'ordre de quitter le territoire qui a été notifié à la requérante ne reproduit pas cette motivation de la décision du délégué du Ministre ne peut affecter la régularité de cette décision; qu'il s'agit d'un vice de notification qui n'est pas de nature à vicier la décision elle-même » (C.E., 24 août 2001, n° 95.525).

Il s'ensuit que les motifs des actes attaqués sur lesquels s'exerce le contrôle du Conseil sont ceux contenus dans les décisions originales du délégué du Ministre de l'Intérieur du 26 octobre et 29 octobre 2007.

En tout état de cause, en attaquant uniquement ce qui apparaît clairement comme l'accessoire des décisions d'irrecevabilité de leur demande de séjour, fondée sur l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, les requérants ôtent tout effet utile à leur recours

dès lors qu'aucune contestation ne porte sur les décisions d'irrecevabilité de la demande de séjour, en exécution de laquelle les ordres de quitter doivent être délivrés.

Partant, la première branche du moyen n'est dès lors pas fondée.

2. Sur la deuxième branche du moyen, le Conseil relève, d'une part, que l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, ne fait aucune distinction entre mineurs et majeurs et n'interdit nullement de prendre un "ordre de quitter le territoire" à l'égard d'un mineur, la mesure d'éloignement, qui constitue la décision administrative susceptible de recours, étant identique selon que l'étranger est majeur ou mineur et quel que soit le document qui sera ultérieurement notifié (C.E. 28 mars 2001, n° 94.388).

D'autre part, force est de constater que les représentants légaux de l'enfant sont eux-mêmes tenus de quitter le territoire en exécution de décisions qui leur ont été notifiées simultanément et contre lesquelles ils ont également introduit le présent recours.

La deuxième branche du moyen n'est pas non plus fondée;

4. Le moyen pris n'est pas fondé.

5. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

6. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le dix-sept juillet deux mille huit par :

M. C. COPPENS, juge au contentieux des étrangers,

Mme M. BUISSERET greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

M. BUISSERET

C. COPPENS